

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 232 | Date 25 novembre – 1 décembre

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 72 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

27 novembre : Les autorités turques ont arrêté un avocat dans le cadre d'une vaste opération visant des personnes soupçonnées d'avoir des liens avec le mouvement Gülen.

29 novembre : La police turque a arrêté 35 personnes lors d'une opération menée dans 12 provinces dans le cadre de la répression en cours contre les membres présumés du mouvement Gülen.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

26 novembre : La police d'Istanbul a arrêté 169 manifestants qui demandaient des mesures pour mettre fin à la violence contre les femmes lors de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

27 novembre : Le Conseil suprême de la radio et de la télévision de Turquie (RTÜK) a imposé des sanctions à 11 chaînes de télévision, dont Halk TV, Flash Haber, Tele 1 et Sözcü TV, citant des violations telles que la diffusion de contenus jugés contraires aux valeurs nationales et morales.

26 novembre : Dans le cadre d'une enquête menée par le bureau du procureur général d'Eskişehir, la police a effectué des perquisitions dans quatre provinces - Istanbul, Diyarbakır, Ankara et Batman - qui ont abouti à la détention d'au moins 13 personnes, dont des journalistes, des directeurs et des employés de presse.

DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

26 novembre : L'éminent défenseur des droits de l'homme Nimet Tanrıkulu, membre fondateur de l'Association des droits de l'homme, a été arrêté lors d'opérations de police menées à l'échelle nationale le 26 novembre 2024, visant des militants, des maires et des journalistes.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

25 novembre : La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) notifie à Ankara 1 000 nouvelles requêtes découlant de cinq affaires inscrites au rôle et liées à des condamnations de membres du mouvement Gülen suite à l'utilisation de l'application pour smartphone ByLock.

28 novembre : Les autorités turques exploiteraient les liens présumés avec le mouvement Gülen pour exercer un contrôle sur le système judiciaire, en utilisant les accusations pour faire pression sur les juges et les procureurs, ce qui compromet encore davantage l'indépendance de la justice.

28 novembre : Şahismail Göyük, représentant élu du village de Burmadere dans le district de Damal à Ardahan, a été démis de ses fonctions après avoir plaidé en faveur de l'égalité des droits civiques pour les Alévis et critiqué l'approche du gouvernement à l'égard des cemevis. Le directeur de l'administration spéciale du district, Yasin Zorlu, qui serait affilié au Parti du mouvement nationaliste (MHP), a été nommé administrateur à sa place.

29 novembre : Nacho Sánchez Amor, rapporteur du Parlement européen sur la Turquie, a vivement critiqué le gouvernement turc pour avoir poursuivi des jeunes filles de 14 ans pour terrorisme.

29 novembre : Le ministère turc de l'intérieur a démis Ayvaz Hazır, le co-maire de Bahçesaray dans la province de Van, de ses fonctions suite à sa condamnation à trois ans et onze mois de prison pour avoir « commis des crimes au nom d'une organisation terroriste sans en être membre », nommant le gouverneur du district Harun Arslanargun comme tuteur à sa place.

MINORITÉ KURDE

26 novembre : Les autorités turques ont arrêté 231 personnes, dont des maires, des journalistes et des activistes, lors de raids antiterroristes nationaux visant les Kurdes pour leurs liens présumés avec des organisations terroristes.

26 novembre : Le co-maire du district de Kayapınar, Cengiz Dündar, a été arrêté lors d'opérations de police à Diyarbakır, qui visaient également des membres du

syndicat des travailleurs de l'éducation et de la science (Eğitim-Sen).

29 novembre : Dix-sept personnes, dont des politiciens, des journalistes, des avocats et des militants des droits de l'homme qui faisaient partie des 231 personnes détenues en début de semaine en raison de leurs liens présumés avec des organisations terroristes, ont été renvoyées devant un tribunal en vue de leur arrestation.

29 novembre : Ayvaz Hazır, co-maire de Bahçesaray dans la province de Van, a été condamné à trois ans et onze mois de prison pour avoir prétendument commis des crimes au nom d'une organisation terroriste sans en être membre.

30 novembre : Le co-maire de Dersim, Birsen Orhan, a été arrêté pour violation de la loi sur les réunions et les manifestations et pour avoir résisté à des fonctionnaires, ce qui suscite des inquiétudes quant à la répression croissante à l'encontre des politiciens locaux en Turquie.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

26 novembre : Trois ressortissants étrangers détenus lors des manifestations du 25 novembre à Istanbul restent dans un centre de renvoi, risquant d'être expulsés malgré les appels à leur libération.

28 novembre : À Geçitvermez, un village du district de Başkale à Van, près de la frontière iranienne, les corps de trois réfugiés - dont on pense qu'il s'agit de membres d'une même famille, y compris un enfant - ont été retrouvés morts de froid, probablement en raison des conditions hivernales rigoureuses.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

26 novembre : Le journaliste Erdoğan Alayumat a été soumis à une fouille à nu à la Direction provinciale de la sécurité d'Istanbul à la suite de sa détention le 25 novembre 2024, dans le cadre d'une enquête sur le « terrorisme », malgré ses objections et son affirmation que la procédure violait les droits de l'homme.

26 novembre : Les activistes queer azerbaïdjanais Ali Malikov et Parvin Alakbarova ont été victimes de violences policières et détenus lors d'une manifestation à Istanbul le 25 novembre, et risquent d'être expulsés.

26 novembre : Dans le district d'Altındağ à Ankara, au moins 10 enfants auraient été soumis à des violences physiques par des agents de sécurité dans le parc Peyami Tepe pour avoir allumé un feu ; sept d'entre eux ont été placés en détention pour avoir résisté à des agents publics, tandis que trois ont obtenu des rapports médicaux attestant des mauvais traitements subis.

28 novembre : Fatma Zozan Bor, une artiste kurde, a déclaré avoir été fouillée à nu et harcelée verbalement et physiquement par la police après avoir été arrêtée lors d'une exposition d'art dans le sud-est de la Turquie.

RÉPRESSION TRANSNATIONALE

30 novembre : Des procureurs fédéraux allemands ont inculpé un ressortissant turc d'espionnage, alléguant qu'il avait espionné un groupe de ressortissants turcs ayant fui la répression politique initiée par le président turc Recep Tayyip Erdoğan et qu'il avait fourni des informations sur eux à l'Organisation nationale du renseignement de la Turquie (MİT).